

# ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

TRENTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

QUATRIÈME SESSION

---

## Projet de loi n° 29

Loi modifiant la Loi du crédit aux pêcheries maritimes

---

Première lecture .....

Deuxième lecture .....

Troisième lecture .....

---

PRÉSENTÉ

Par M. RODRIGUE TREMBLAY

Ministre de l'industrie et du commerce



---

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC

1 9 7 9



#### NOTES EXPLICATIVES

*Ce projet de loi a pour objet d'élargir et préciser l'expression «société exploitant un commerce de poisson».*

*Il prévoit que le ministre de l'industrie et du commerce pourra garantir des prêts, prendre en charge une partie du coût des emprunts consentis à des pêcheurs ou à des personnes, sociétés ou organismes dont les activités sont reliées aux pêcheries maritimes ou leur accorder des subventions, selon des conditions et modalités déterminées par règlement.*

*Il a également pour objet de fixer à dix millions de dollars, à compter de l'année financière 1979/1980, les sommes dont peut disposer le ministre pour les avances, les prêts ou les garanties de prêts qu'il peut consentir pour la construction, la réparation l'achat ou l'exploitation de bateaux et d'équipement de pêche.*

Art. 1. *La modification proposée à l'article 3 de la loi substitue le ministre de l'industrie et du commerce au ministre des finances aux fins de payer sur les deniers votés annuellement, à cette fin, par la Législature, une partie de l'intérêt sur des prêts consentis par des caisses d'épargne et de crédit ou des banques à charte du Canada à des pêcheurs et des primes d'assurance sur la vie des pêcheurs qui ont contracté ces prêts.*

Art. 2. *L'article 5 de la loi se lit actuellement comme suit:*

«**5.** Le ministre est autorisé à faire à des pêcheurs ou à des sociétés qui exploitent un commerce de poisson des avances ou des prêts pour la construction, la réparation, l'achat ou l'exploitation de bateaux et d'équipements de pêche, ou pour l'acquittement de dettes contractées pour ces fins.»

*L'article 5a est entièrement de droit nouveau et permet que le ministre de l'industrie et du commerce accorde des subventions ou prenne en charge une partie du coût des emprunts consentis à des pêcheurs ou à des personnes, sociétés ou organismes exerçant une activité ou exploitant une industrie reliée aux pêcheries maritimes pour favoriser le développement des pêcheries maritimes, conformément au règlement adopté par le lieutenant-gouverneur en conseil.*

## Projet de loi n° 29

Loi modifiant la Loi du crédit aux pêcheries maritimes

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

S.R.,  
c. 210, a. 3,  
remp.      [[ **1.** L'article 3 de la Loi du crédit aux pêcheries maritimes (Statuts refondus, 1964, chapitre 210) est remplacé par le suivant:

Paiement  
d'intérêts  
et primes  
d'assu-  
rance.

«**3.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser le ministre de l'industrie et du commerce à payer à même les deniers votés annuellement, à cette fin, par la Législature, une partie de l'intérêt sur des prêts consentis à des pêcheurs par des caisses d'épargne et de crédit ou des banques à charte du Canada ainsi que les primes d'assurance sur la vie de ces pêcheurs.»]]

S.R.,  
c. 210, a. 5,  
remp.      [[ **2.** L'article 5 de ladite loi, remplacé par l'article 1 du chapitre 58 des lois de 1965 (1<sup>re</sup> session), est de nouveau remplacé par les suivants:

Avances  
autorisées.

«**5.** Le ministre de l'industrie et du commerce peut, selon les conditions et modalités déterminées par règlement du lieutenant-gouverneur en conseil, consentir à des pêcheurs ou à des personnes, sociétés ou organismes exerçant une activité ou exploitant une industrie reliée aux pêcheries maritimes, des avances, des prêts ou des garanties de prêts pour la construction, la réparation, l'achat ou l'exploitation de bateaux et d'équipement de pêche, ou pour l'acquittement de dettes contractées pour ces fins.

Subven-  
tions.

«**5a.** Afin de favoriser le développement des pêcheries maritimes, le ministre de l'industrie et du commerce peut, conformément au règlement adopté à cette fin par le lieutenant-gouverneur en conseil, accorder des subventions aux pêcheurs, personnes, sociétés ou organismes visés dans l'article 5 ou prendre en charge une partie du coût de leurs emprunts.»]]

Art. 3. *L'article 6 de la loi se lit actuellement comme suit:*

«**6.** Le lieutenant-gouverneur en conseil détermine les conditions de ces avances ou de ces prêts, ainsi que les conditions auxquelles doivent se conformer ces pêcheurs ou commerçants pour en bénéficier.»

Art. 4. *L'article 7 de la loi se lit actuellement comme suit:*

«**7.** Les avances et les prêts prévus par l'article 5 sont pris à même le fonds consolidé du revenu, jusqu'à concurrence d'une somme de trois millions de dollars par année financière.

La somme de trois millions de dollars mentionnée au premier alinéa est portée, pour chacune des années financières 1973/1974, 1974/1975 et 1975/1976, à la somme de quatre millions cinq cent mille dollars.»

S.R.,  
c. 210, a. 6,  
remp.

Conditions  
des prêts,  
avances et  
subven-  
tions.

**3.** L'article 6 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**6.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire des règlements pour déterminer:

a) les conditions auxquelles un pêcheur ou une personne, société ou organisme exerçant une activité ou exploitant une industrie reliée aux pêcheries maritimes doit satisfaire pour obtenir une avance, un prêt ou une garantie de prêt consenti en vertu de l'article 5;

b) les conditions d'exploitation, la nature et les spécifications d'un bateau ou d'un équipement de pêche pour lequel une avance, un prêt ou une garantie de prêt est consenti;

c) les modalités pour l'obtention ou le remboursement d'une avance, d'un prêt ou d'une garantie de prêt;

d) les objets, les conditions et les modalités de l'octroi d'une subvention ou d'une prise en charge d'une partie du coût des emprunts accordée en vertu de l'article 5a.

Entrée en  
vigueur des  
régle-  
ments.

Les règlements adoptés en vertu du présent article entrent en vigueur à la date de leur publication à la *Gazette officielle du Québec* ou à toute autre date ultérieure qui y est fixée.»

S.R.,  
c. 210, a. 7,  
remp.

[[**4.** L'article 7 de ladite loi, modifié par l'article 2 du chapitre 57 des lois de 1966/1967 et par l'article 1 du chapitre 35 des lois de 1973, est remplacé par le suivant:

Fonds con-  
solidé.

«**7.** Les avances, les prêts ou les garanties de prêts prévus par l'article 5 sont pris à même le fonds consolidé du revenu, jusqu'à concurrence d'une somme de trois millions de dollars par année financière.

Somme  
augmen-  
tée.

La somme de trois millions de dollars mentionnée au premier alinéa est portée, pour chacune des années financières 1973/1974, 1974/1975 et 1975/1976, à la somme de quatre millions cinq cent mille dollars, et, à compter de l'année financière 1979/1980, à la somme de dix millions de dollars.»]]

Entrée en  
vigueur.

**5.** La présente loi entrera en vigueur à la date qui sera fixée par proclamation du gouvernement.